

Démocratie, colonisation et « antiterrorisme global »

Par Jean Liberman *

En engageant les Israéliens dans une guerre d'oppression coloniale, Ariel Sharon risque de leur faire perdre leur liberté démocratique.

« Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre », écrivait un certain Marx au xix^e siècle. Outre le côté éthique de la formule, l'histoire s'est maintes fois chargée de montrer comment des États démocratiques, engagés dans des guerres de conquête ou d'oppression coloniale, risquaient d'y perdre tout ou partie de leurs libertés... Pour commencer par l'expression de leur opposition. Alors qu'au moment où nous écrivons, on signale en Israël, parallèlement aux « tueries » (selon Amnesty) des opérations du gouvernement Sharon contre le peuple palestinien, l'apparition d'un certain climat maccarthyste, on est en droit de s'interroger à cet égard. N'y aurait-il pas, pour « le seul État de droit du Proche-Orient », une gravité spécifique de cette double évolution vers le pire ? Un symptôme éclairant en a notamment été fourni à travers la virulente polémique suscitée par

la tribune publiée en mai dernier dans Libération (1) par l'ambassadeur d'Israël, Elie Barnavi. Après avoir traité de « négationniste » le grand écrivain José Saramago pour avoir (très regrettamment) prononcé le nom d'Auschwitz face aux destructions causées par Tsahal à Ramallah, Barnavi l'accuse de « participer à une entreprise (fascisante) de délégitimation radicale de l'État d'Israël ». Celui-ci ayant été fondé, souligne-t-il, en 1948 par l'ONU sur la base de ses valeurs démocratiques universelles, une telle accusation signifierait que l'État juif « n'a plus droit à l'existence »... J'ai cru bon alors de répondre à M. l'ambassadeur (2) que si, en effet, cette légitimité démocratique d'Israël était « originelle », « n'avait-elle pas été bafouée par la politique de colonisation visant à mettre sous tutelle ou à chasser aujourd'hui par le feu les Palestiniens de leur terre ? »

Qu'en réponse au terrorisme kamikaze de désespoir des Palestiniens, le terrorisme d'État d'Israël, au service de cette colonisation, puisse exposer ce

jeune pays à un processus suicidaire, c'est ce qu'exprime, entre autres, dans son dernier ouvrage (3) le spécialiste des questions stratégiques, Alain Joxe : « L'opinion européenne, écrit-il, est réellement préoccupée de la survie d'Israël au premier degré... elle pense de plus en plus que la stratégie de Sharon mène à la fois la démocratie et la société israéliennes à leur perte. » De fait, l'image d'Israël comme « seule démocratie dans la région », son principal atout moral, tend à doublement s'effriter. N'en donnons que ces exemples, qu'on peut espérer encore sans suites effectives. Sur pression directe des services du Premier ministre, l'université et les médias ont été vivement incités à faire preuve de plus de « patriotisme ». Raison d'État oblige : la menace de « trahison » rôde... C'est ainsi que l'un des meilleurs représentants des « nouveaux historiens israéliens » (qui ont révélé la réalité de l'expulsion de 700 à 900 000 Arabes palestiniens pendant la guerre de « libération » d'Israël, de 1947 à 1949), Ilan Pappé, a été l'objet de tentatives

d'expulsion de son université d'Haïfa. Son délit ? Avoir soutenu les travaux d'un étudiant qui a mis à jour un nouveau massacre israélien en 1948 à Tantura...

Déjà, la célèbre chanteuse Yaffa Yarkoni a été exclue du syndicat des artistes pour avoir osé critiquer l'opération Sharon dite « Mur de protection ».

Quant aux médias, presse et radios, réputés pour leur liberté, ils ont, pour la première fois, reçu du ministère ad hoc des instructions d'ordre sémantique – quelque peu ubuesques – visant à faire mieux passer les tristes réalités. Ainsi faudrait-il être attentif à ne plus qualifier, durant l'Intifada, les civils palestiniens atteints de « victimes » mais de « morts » ; à ne plus parler de « colonies » ou d'« implantations » en territoire palestinien mais de « localités » ou de « bourgades » ; ou à bannir le terme de « version » pour présenter les propos d'un porte-parole officiel israélien, etc.

Les ciseaux de dame Anastasie se profileraient-ils ?

Bien entendu, « à la guerre comme à la guerre » ! Et l'on constate que ces tentatives inquiétantes sont directement proportionnelles aux difficultés d'Ariel Sharon de substituer à la négociation ouverte à Oslo avec l'Autorité palestinienne une politique de guerre ouverte et de poursuite de la colonisation en vue du « Grand Israël ». Mais à l'heure où la nécessité d'un État palestinien est devenue majoritaire dans l'opinion israélienne elle-même, l'impasse de cette politique l'entraîne à tourner encore plus le dos aux promesses d'Oslo en tentant de rendre un peu plus impossible toute vie nationale palestinienne. Ainsi, un projet officiel, né au lendemain de l'opération « Mur de protection », entend institutionnaliser le siège par Tsahal des zones autonomes

La célèbre chanteuse Yaffa Yarkoni a été exclue du syndicat des artistes pour avoir osé critiquer l'opération de Sharon dite « Mur de protection ».



palestiniennes, c'est-à-dire les agglomérations principales, comme Bethléem, Jénine, Ramallah ou Naplouse, dans lesquelles l'armée israélienne fait déjà la loi. Il s'agit, au-delà des tristement fameux check-points, d'imposer de nouvelles règles de circulation aux personnes et aux marchandises en Cisjordanie (comme à Gaza) en soumettant les Palestiniens désireux de se déplacer d'une zone à l'autre à des permis délivrés au cas par cas.

On conçoit que le leadership palestinien ait dénoncé cette création de quasi-Bantoustans de « nouveau chapitre de l'apartheid ». Il n'est certes pas question de sacraliser la politique, déjà fort critiquée par les siens, de Yasser Arafat. Ce n'est pas ici notre propos. Mais il importe pour nous de s'interroger sur ce qui, après les espoirs d'Oslo – Le Rêve

brisé (4), selon l'enquête de Charles Enderlin – , a pu jeter Israël dans cette spirale de répression. Alain Joxe le fait (dans son ouvrage) en la reliant directement aux effets de la stratégie américaine

d'« antiterrorisme global » née au lendemain du 11 septembre. Remarquant qu'« Israël est le seul État doté d'un régime démocratique qui ait décidé d'entrer directement en action militaire dans la logorrhée de la guerre mondiale contre le terrorisme » (Arafat étant assimilé à Ben Laden), il constate « qu'après le 11 septembre les États-Unis (...) ne vont pas immédiatement modérer les actes offensifs de Tsahal. Au contraire, ils n'hésitent pas à appuyer les bricolages expérimentaux cruels mis au point par les forces armées israéliennes et les milices de colons, provoquant dans une population civile pratiquement désarmée réflexes de désespoir et ripostes terroristes suicidaires »... On le voit, les responsabilités sont partagées !

À preuve cependant qu'Israël reste « génétiquement » lié à ses fondements démocratiques : les formes de résistance croissantes qui s'y développent contre les dangers mortels de la politique du « Grand Israël ». Ainsi des quelques « refuzniks » devenus plus de 500, ces réservistes israéliens qui ont le courage de refuser de servir en Cisjordanie ou à Gaza au nom de « la légitimité des Palestiniens à un État libre, viable et souverain ».

C'est aussi sous la bannière « Sortons des territoires pour le bien-être d'Israël » que quelque 60 000 Israéliens manifestaient à Tel Aviv le 11 mars dernier sur la place Itzak Rabin... Un nom qui sonne comme un avertissement contre la marche au pire.

* Jean Liberman est journaliste, spécialiste des questions israëlo-